

Didier Reynders : « Il faut s'assurer que les Etats-Unis ne décident pas seuls »

ENTRETIEN

Le ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders, sera aux premières loges lors de la visite de Donald Trump à Bruxelles. « D'abord pour l'Otan, bien sûr, mais je vais aussi rencontrer le secrétaire d'Etat, Rex Tillerson. » Pour parler de quoi ? Le ministre fait le point sur l'état des relations entre les deux pays.

Quel est l'état de nos relations avec les Etats-Unis, 120 jours après l'investiture de Donald Trump ?

Je pense qu'il faut bien garder à l'esprit que nous avons de bonnes relations avec les Etats-Unis. De nombreuses entreprises, mais aussi des acteurs du monde scientifique et culturel sont en contact permanent et fructueux. Il y a aussi beaucoup d'étudiants qui partent aux Etats-Unis ou des jeunes qui vont y travailler. Cela dépasse donc les administrations qui se succèdent au fil des législatures. On a l'impression parfois que tout cela a changé, mais ce n'est pas le cas.

Quels sont les points d'attention dans les relations politiques ?

C'est clairement le multilatéralisme. Le but est de s'assurer que les Etats-Unis s'inscriront

encore dans le cadre de relations multilatérales au lieu de décider seuls.

Certaines déclarations n'incitent pas à l'optimisme...

Il n'est en effet pas très rassurant d'entendre Donald Trump dire que l'Otan est obsolète.

Mais nous sommes parvenus à ramener les Etats-Unis vers des discussions dans l'enceinte de l'Otan.

Le grief, c'est la faiblesse des investissements militaires des partenaires des Etats-Unis au

Oui, le débat de fond, enclenché déjà sous la précédente présidence, c'est une demande des Etats-Unis que les partenaires au sein de l'Otan prennent davantage en charge les investissements militaires, alors que les Etats-Unis en assument 80 %. Côté belge, nous voulons stopper la diminution de dépenses dans la défense. Nous avons lancé des investissements. Et pour le reste, nous souhaitons nous assurer que les Etats-Unis restent dans le cadre de l'Otan et ne prennent pas de décision seuls. Nous en avons eu quelques exemples ces derniers temps dans le domaine de la défense, comme le largage de la plus grosse bombe

en Afghanistan, la réaction à l'attaque chimique en Syrie, ou encore les mouvements vis-à-vis de la Corée du Nord. Autant d'actes posés sans concertation préalable.

C'est une rupture par rapport à ce qui se pratiquait dans le passé ?

Cela s'est accentué. Nous n'avons pas toujours été prévenus dans le passé, mais ici, les cas se sont multipliés. Nous sommes heureux à présent que les discussions se déroulent au sein de l'Otan. Mais il y a aussi des comportements unilatéraux dans d'autres instances.

On pense par exemple à l'ONU et à la décision américaine de limiter certains budgets sans échange ni collaboration, notamment dans le planning familial. Prenons aussi la COP21, avec des déclarations concernant une sortie des accords de Paris. Aujourd'hui, les Etats-Unis parlent de négociations et réaménagements, heureusement dans les instances existantes. Il y a des propos de campagne qui ne sont heureusement pas suivis d'effets, ou qui sont relativisés aujourd'hui, mais le monde devient de plus en plus un monde de décisions unilatérales.

Hors les instances dont vous

parlez, les contacts quotidiens de la Belgique avec les Etats-Unis sont bons ?

Pas mauvais. Mais une administration met du temps à s'installer, c'est classique et la mise en place n'est pas encore terminée. Nous avons eu également des difficultés dans les dossiers de migration. J'ai dû personnellement intervenir pour un médecin avec la double nationalité qui ne pouvait entrer aux Etats-Unis. Idem sur les appareils électroniques dans les avions. Nous avons essayé d'imposer un débat dans la même logique : pas de décisions unilatérales mais des décisions concertées.

Les révélations sur Donald Trump aux Etats-Unis peuvent avoir un impact sur nos relations avec ce pays ?

Nous suivons l'actualité, mais cela le concerne plutôt lui personnellement. Nous ce que nous voyons, c'est un pays très clivé. Notre attitude à nous, c'est de tout faire pour relancer un processus de concertation. Il est sans doute trop tôt pour savoir si les Etats-Unis refuseront de s'inscrire dans la discussion multilatérale, mais nous avons suffisamment de signaux pour être vigilants. ■

Propos recueillis par
BERNARD DEMONTY

RENCONTRE

Un tête-à-tête Charles Michel - Donald Trump

Le Premier ministre Charles Michel rencontrera le président Donald Trump lors d'une rencontre individuelle, qui devrait durer environ une demi-heure. Le président américain sera aussi reçu par le roi Philippe, pour un entretien qui devrait durer une dizaine de minutes. Le lieu de ces rencontres n'a pas encore été précisé pour des raisons de sécurité.

B.DY